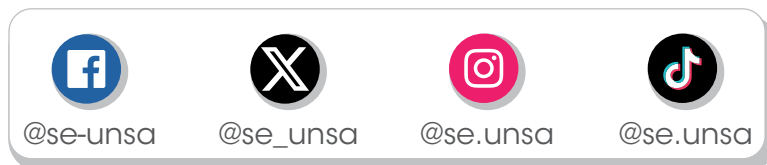




# SE-Unsa

Mercredi 28 août 2024



SE-Unsa - 209 Boulevard Saint-Germain - 75007 Paris







# Sommaire

- 1** Le Service public d'éducation : la priorité incontournable du prochain gouvernement ..... p. 5
- 2** Une politique éducative pour la réussite de tous les élèves ..... p. 7
- 3** Attractivité des métiers de l'Éducation nationale : le grand vide ..... p. 9
- 4** Nos dossiers de presse 2024 ..... p. 11





# 1

## Le Service public d'éducation : la priorité incontournable du prochain gouvernement

*Envisager une rentrée par un bilan n'est pas coutume. Pourtant la rentrée scolaire 2024 et les mois qui vont suivre ne pourront promettre quoi que ce soit, malgré toute habileté langagière politique, si un regard honnête n'est pas posé sur l'année précédente, et même les années précédentes.*

*En effet, les choix du président Macron de la fin d'année dernière ayant conduit à un gouvernement réduit à la gestion des affaires courantes dès fin juin ont évacué toute question d'un éventuel bilan pour mieux préparer l'année à venir. Pourtant, comment ignorer les politiques éducatives de ces dernières années qui ont tant mis à mal l'École, ses personnels et ses élèves ? Seul un état des lieux un minimum réaliste peut permettre de dresser les besoins et les priorités.*

*Une chose est certaine, si l'École ne redevient pas la priorité du prochain gouvernement, autant que ce dernier abandonne tout de suite toute autre priorité. Toute jeunesse sacrifiée est un obstacle supplémentaire au redressement d'un pays.*

### Une année qui a coûté à tous mais qui n'a rapporté à personne

L'année 2023-2024 a été sans aucun doute la plus marquante en matière de politique éducative chaotique depuis de nombreuses années. Nous pourrions nous rappeler les quatre ministres en un an mais ce serait finalement très réducteur des séquelles réelles laissées par une année qui a coûté beaucoup :

- ▶ Un coût financier avec une enveloppe d'envergure pour un **Pacte ayant confirmé l'échec annoncé.**
- ▶ Un coût RH très sévère : annoncée comme l'année du *choc de l'attractivité*, l'année 2023-2024 aura, comme ses prédécesseuses, connu **d'importantes pertes en matière de personnels.**
- ▶ Un coût pour **les élèves** : décrits comme de plus en plus mauvais, pointés du doigt comme les responsables d'une violence en augmentation, comment peut-on envisager donner confiance à des individus avec un tel regard ?

### Des chiffres sans équivoque à tous les niveaux

Si l'année 2023-2024 a représenté une année sans aucune avancée et pénalisée de recul, les chiffres montrent pourtant l'urgence de plusieurs dossiers. De nos différentes enquêtes menées l'an dernier, nous pouvons dégager des **difficultés majeures pour le système ainsi que des causes profondes** qui se sont accrues ces dernières années.

En février 2024, dans une enquête menée en décembre 2023 par le SE-Unsa sur le *Pacte* - faute d'un vrai bilan ministériel (il n'en existe toujours pas à ce jour) - 85 % des répondants ont souligné que, bien que n'adhérant pas au *Pacte*, leur rémunération actuelle ne les satisfaisait pas. 20 % ont estimé que la répartition des briques de *Pacte* avait donné lieu à des tensions au sein de l'équipe. Parmi les répondants ayant adhéré au *Pacte*, 35 % ont dit être davantage fatigués. On peut comprendre que face à de tels choix budgétaires de son employeur, un personnel aille voir ailleurs...

Un autre élément du métier lui aussi en crise : la formation. Tout comme la rémunération, elle n'a pas su suivre la complexification du métier et **préparer suffisamment les personnels à des compétences nouvelles et plus nombreuses.**

Dans une enquête du SE-Unsa menée entre le 16 février et le 20 mars 2024, on apprend que si 69 % des T1/T3 déclarent avoir eu une formation à la laïcité contre seulement 25 % des plus expérimentés, 71 % des contractuels disent ne pas avoir eu de formation initiale traitant de ce sujet. Sur tous les personnels qui indiquent ne pas avoir eu de formation initiale dans le questionnaire du SE-Unsa, 90 % des jeunes enseignants et 78 % des contractuels aimeraient que l'Institution leur propose ce genre de formation. Sur ces deux cibles, près de 80 % s'y inscriraient. C'est donc une attente importante de ces personnels.

En parlant climat scolaire, comment ne pas parler de nos collègues conseillers principaux d'éducation. Après avoir été des acteurs majeurs de toute une crise sanitaire, comme l'avaient été les directeurs d'école dans le 1<sup>er</sup> degré, **les CPE continuent dans l'ombre des annonces et des propos des ministres**. L'enquête du SE-Unsa menée du 30 janvier au 11 février 2024 auprès des CPE a permis d'apprendre que plus de  $\frac{3}{4}$  des répondants en collège disent avoir vu leur charge de travail augmenter uniquement du fait des conflits entre élèves. Quand déjà 1 CPE sur 5 ayant plus de 20 ans d'ancienneté dit vouloir changer de métier, ils sont 1 sur 2 en dessous de 20 ans d'ancienneté... On peut comprendre que face à de tels écueils de considération de son employeur, un personnel aille voir ailleurs...

### **Un dénominateur commun pour élever tous les niveaux : investir dans l'École publique !**

Si Gabriel Attal parlait couramment « élévation du niveau des élèves », ses expressions occultaient que c'est à plusieurs niveaux que le travail devait être mené pour sortir l'École de ses difficultés.

Si nous ne connaissons pas les choix que fera le prochain gouvernement, nous pouvons sans hésitation lui donner les priorités d'une École que nous connaissons bien, et même au-delà de l'École car c'est un choix de société qui se dessine derrière tout projet éducatif.

Nous attendons donc un gouvernement honnête face à la réalité, responsable face au défi pour nos élèves, et sincère sur ses intentions quant à l'investissement à choisir.

Non, tout programme ou toute organisation de scolarité ne se vaut pas en matière de réussite des élèves ! Non, tout recrutement, toute formation ou toute gestion RH des personnels ne pèse pas de la même façon sur l'apprentissage des élèves !

**Élisabeth Allain-Moreno**  
*Secrétaire générale*

## 2

# Une politique éducative pour la réussite de tous les élèves

## **Le plan *Choc des savoirs* : abandonner un projet qui fait mal à l'École**

*Groupes au collège, nouveaux programmes des cycles 1 et 2 en mathématiques et français, labellisation des manuels, expérimentation des classes de prépa 2<sup>de</sup>, généralisation des évaluations nationales, voilà ce qu'est le Choc des savoirs.*

### **Pourquoi l'abandonner ?**

Le plan *Choc des savoirs*, préparé dans la précipitation par le ministre Attal pour apporter une réponse politique et non pas éducative ou pédagogique aux difficultés de l'École, doit être abandonné par le ou la prochain·e ministre. Il doit être abandonné pour les raisons suivantes :

- ▶ Il ne répond pas aux besoins identifiés des élèves parce qu'il n'est pas construit en prenant le temps de concerter les acteurs de l'éducation et notamment les organisations syndicales.
- ▶ Il exclut ou trie les élèves (groupes au collège ou prépa 2<sup>de</sup> que le SE-Unsa ne souhaite pas voir généralisé à la rentrée 2025) et rogne la liberté pédagogique des enseignants (nouveaux programmes des cycles 1 et 2, évaluations nationales).
- ▶ Il n'a pas les moyens nécessaires pour être mis en place.

### **Les groupes : cacophonie et échec prévisible**

Il y a un an à la même époque, on mettait en place l'heure de soutien/approfondissement en 6<sup>e</sup> au détriment de la technologie. Cette année, les collèges doivent mettre en place des groupes en français et en mathématiques en 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup> sans que ne soient clairement définis les objectifs pédagogiques. Le SE-Unsa souhaite que l'autonomie des établissements soit respectée, ce qui est le sens du recours déposé devant le Conseil d'État, ainsi que le retour de la technologie en classe de 6<sup>e</sup>. Par ailleurs, le SE-Unsa condamne les tentatives de créer des groupes, ou pire, des classes de niveau ; malheureusement la boîte de Pandore a été ouverte par le ministre Attal.

### **Nouveaux programmes des cycles 1 et 2, labellisation des manuels, évaluations nationales généralisées : c'est inutile**

Concernant les nouveaux programmes à venir, le SE-Unsa souhaite que :

- ▶ Ceux de l'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle soient publiés rapidement pour une mise en œuvre à la rentrée 2025.
- ▶ A contrario, ceux de français et mathématiques des cycles 1 et 2 ne doivent pas l'être. Pour le SE-Unsa, les programmes actuels répondent aux besoins des élèves et doivent être maintenus.

De même, pour le SE-Unsa :

- ▶ Le projet de labellisation des manuels doit être abandonné puisqu'il n'a d'autres ambitions que de sélectionner les manuels officiels du ministère, avec des méthodes prescriptives ne répondant pas à la diversité des élèves.
- ▶ Enfin, la généralisation des évaluations nationales à l'école élémentaire doit aussi être abandonnée. Le SE-Unsa revendique des évaluations sur panel avec les enseignants, écoles et établissements volontaires.

## Construire un écosystème éducatif efficace pour la réussite de tous

Le SE-Unsa est porteur d'un projet éducatif qui permet la réussite de tous les élèves à l'École publique. C'est ce projet que nous proposerons au nouveau ou à la nouvelle ministre de l'Éducation nationale.

### Les éléments d'amélioration sont connus. Il faut :

- ▶ Davantage de mixité scolaire et sociale, car c'est une exigence pour la réussite des élèves comme le montre la dernière enquête Pisa.
- ▶ Apporter une réponse efficace aux difficultés scolaires. Les difficultés d'apprentissage sont identifiées (avec les évaluations), il faut maintenant financer l'accompagnement des élèves en difficulté et revoir la carte de l'éducation prioritaire.

### Une vraie politique pour l'École pour tous afin d'éviter le rejet

L'École se doit d'accueillir tous les élèves dans leur diversité. Pour ce faire, le SE-Unsa revendique une politique de l'École pour tous à la hauteur de l'ambition et des enjeux. Il faut donc des moyens pour accompagner les enseignants au quotidien. Il faut des professionnels du secteur éducatif et médical pour identifier les troubles des élèves en situation de handicap et les prendre en charge à l'École ou en dehors de l'École en fonction de la situation de chaque jeune. C'est pourquoi le SE-Unsa demande l'ouverture de places dans les établissements médicosociaux. Aujourd'hui beaucoup repose sur l'action de l'enseignant avec les AESH même lorsque les troubles et les difficultés ne sont pas de leur ressort. De nombreux enseignants souffrent de situations inextricables auxquelles l'Institution doit répondre urgemment.

### Le bien-être à l'École

Enfin, toute politique éducative doit se soucier du bien-être des élèves à l'École, condition *sine qua non* pour entrer dans les apprentissages et réussir.

Ce bien-être suppose à la fois d'avoir des programmes et des démarches pédagogiques qui permettent à chaque élève d'être acteur de sa réussite scolaire. Ainsi, la lutte contre le harcèlement à l'École, à l'origine duquel se trouvent généralement des discriminations, doit être pris en charge par des personnels divers, chacun dans leurs missions (psychologues de l'Éducation nationale, enseignants, médecins et infirmiers scolaires, CPE et AED).

**Jérôme Fournier**

*Secrétaire national*

Système éducatif et conditions d'apprentissage



# Attractivité des métiers de l'Éducation nationale : le grand vide

*La réforme de la formation initiale n'aura pas résisté à la dissolution malgré l'avis positif du Conseil d'État. Un an après, nous sommes donc revenus à la case départ : les concours continuent de ne pas faire le plein et les démissions augmentent. La mobilité géographique empêchée, les perspectives d'évolution insuffisantes, le manque de reconnaissance amènent même des collègues à pratiquer la démission silencieuse, cessant de s'investir au-delà de leurs missions premières.*

*Le gouvernement a donc non seulement échoué à améliorer l'attractivité de nos métiers, mais il a aussi largement contribué à démotiver les collègues.*

## Les pistes du SE-Unsa pour améliorer l'attractivité

Pour le SE-Unsa, il est indispensable, pour pallier la crise de recrutement, de :

- ▶ **Finaliser la réforme de la formation initiale** en positionnant le concours à bac + 3, avec deux ans de formation validés par un master, le statut de fonctionnaire dès la première année et une rémunération conséquente.
- ▶ **Recruter en nombre suffisant des enseignants, CPE, PsyEN, AED et AESH** pour garantir le droit à une éducation de qualité et la réussite de tous les élèves et assurer correctement les remplacements.
- ▶ **Revoir les conditions d'entrée dans le métier des stagiaires**, notamment en matière d'affectation.
- ▶ **Recruter en nombre suffisant des personnels contractuels** qui doivent bénéficier de temps de formation conséquents, en amont de la prise de poste, mais aussi tout au long de l'année scolaire.

Pour enrayer les démissions, il est aussi indispensable de :

- ▶ **Revaloriser tous les personnels**, fonctionnaires comme contractuels.
- ▶ **Revoir les règles de mobilité des personnels** de l'Éducation nationale. La mobilité devient de plus en plus une mobilité empêchée ou subie. Elle est problématique pour tous : stagiaires, titulaires, personnels du 1<sup>er</sup> degré et du 2<sup>d</sup> degré. Elle est une des principales causes de démission ou de mise en disponibilité.
- ▶ **Réorganiser la formation continue** afin que les contenus répondent aux demandes des personnels. La formation continue doit se dérouler sur le temps de travail et non sur les périodes de vacances scolaires ou en dehors des temps de service.

## La nécessité de conditions de travail respectueuses

La santé au travail est devenue un sujet majeur pour les personnels.

Le SE-Unsa revendique :

- ▶ Une véritable **prise en compte de la charge de travail individuelle** (avec limitation de la charge de travail administratif et refus de la multiplication des heures supplémentaires), sans oublier la limitation du nombre d'élèves par classe.
- ▶ Un **travail de fond sur le bâti scolaire** permettant de respecter la santé des usagers et l'environnement.

- ▶ Une **médecine du travail efficace** avec la mise en œuvre effective de la prévention primaire ainsi que des visites médicales respectant la périodicité légale.
- ▶ Des **moyens conséquents pour une gestion des ressources humaines de proximité** efficace.
- ▶ Le **respect de l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle** avec l'application de la loi sur le droit à la déconnexion et la mise en œuvre d'une charte nationale pour l'équilibre des temps de vie et le bien-être au travail.

### Une approche globale indispensable

Une réforme de la formation initiale ne suffira pas à régler la crise que traverse l'Éducation nationale. La question des rémunérations et celle des conditions de travail doivent être étudiées conjointement, et rapidement.

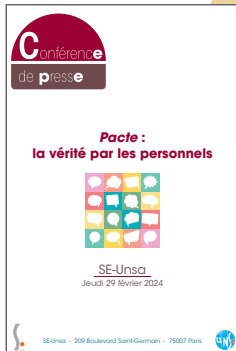
L'Éducation nationale ne peut plus se permettre une année blanche supplémentaire. Des réformes d'envergure urgentes sont indispensables pour l'attractivité de nos métiers et le bien-être des élèves.

**Cécile Suel**

*Secrétaire nationale*  
Parcours professionnels

# 4

## Nos dossiers de presse 2024



### Dossier de presse « Pacte »

*Pacte : la vérité par les personnels*



### Dossier de presse « Laïcité »

Laïcité : tous formés, tous égaux ?  
L'enquête du SE-Unsa



### Dossier de presse mercredi 28 août 2024

Conférence de presse  
de la rentrée 2024-2025

Téléchargez  
nos dossiers de presse



<https://lien.se-unsa.org/ajd>

